

.....

**EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 OCTOBRE 2020**

.....

Nbre en exercice : 11  
Nbre de présents : 08  
Nbre de votants : 10

Date de convocation : 15/10/2020  
Date d'affichage : 27/10/2020

L'An Deux Mil Vingt, le VINGT DEUX du mois d'OCTOBRE à 19 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique et ordinaire sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GOUT, maire.

Les conseillers municipaux ont demandé que cette réunion soit à huis clos. Cette proposition a été acceptée à l'unanimité.

Conformément à l'article L.2121-15 du C.G.C.T., Monsieur DUPON Erick est nommé secrétaire de séance.

Membres présents : MM. & Mmes GOUT Jean-Claude – Erick DUPON – CHERAULT Patrick – BERDON Olivier – DESMOULINS Corinne – GARNIER Jérémy – GOUT Maximilien – LECURU Agnès

Représentés : M. CHERAULT Clément par M. CHERAULT Patrick et Madame VAAST Delphine par M. GOUT Jean-Claude

Absent : M. CHERAULT Jean-Michel

**Délibération n°48bis /10/2020 – Révision de Plan Local d'Urbanisme (PLU)**

Le Conseil Municipal annule et modifie la délibération n° 48/10/2020 relative à la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) visée par la Sous-Préfecture de COMPIEGNE le 27 octobre 2020.

Monsieur le Maire expose les raisons qui conduisent la commune à engager la procédure de révision du Plan Local Urbanisme (PLU) : la commune a approuvé son PLU en date du 28 septembre 2012 exécutoire à compter du 1<sup>er</sup> février 2013. Ce document d'urbanisme ne répond plus aujourd'hui aux nouvelles dispositions issues de la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite Loi Grenelle de l'Environnement et issues de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR).

Compte tenu de la nécessité d'apporter des compléments à l'analyse du territoire, d'ajuster le contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, de rectifier le volet réglementaire du PLU, une procédure de révision de PLU s'impose.

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 ;

Vu la loi Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003 ;

Vu la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 ;

Vu le Code de l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 151-1 et suivants, R 151-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment les articles L 103-2 à L 103-6 ;

Considérant l'opportunité pour la commune d'actualiser son PLU en ce qu'il permet de mieux répondre aux exigences actuelles de l'aménagement du territoire,

Considérant en conséquence la nécessité de fixer de nouveaux objectifs et notamment :

- revoir les emprises liées aux secteurs d'urbanisation compte tenu qu'aucune construction n'a été réalisée depuis la période d'applications du PLU ;
- définir des objectifs chiffrés en matière de développement démographiques de la commune cohérente avec la capacité des équipements ;
- Veiller à une modération de la consommation des espaces agricoles ou naturels ;
- Mieux appréhender les sensibilités environnementales dans l'usage du sol à définir ;
- Veiller à une évolution adaptée des paysages naturels ;
- Mieux prendre en compte les emprises nécessaires à la régulation des eaux pluviales ;
- Dans le cadre de la révision du PLU, la délimitation des zones à urbaniser serait à croiser avec l'étude de sécurité routière.

Considérant qu'il y a lieu de prescrire la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal et de fixer les modalités de la concertation avec la population pendant la révision du PLU,

**Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal décide :**

- 1) **de prescrire** la révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions de l'article L 153-2 et des articles L 153-3 et L 153-4 du Code de l'urbanisme,
- 2) **de confier** la réalisation des études nécessaires à un bureau privé,
- 3) **de soumettre** à la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, les études relatives au projet de révision du Plan Local d'Urbanisme selon les modalités suivantes :
  - exposition publique à la Mairie
  - présentation du projet dans le bulletin communal
  - dossier d'études à la disposition du public à la Mairie
  - registre destiné à recueillir les observations des habitants,
- 4) **de donner** délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision du Plan Local d'Urbanisme,
- 5) **de solliciter** de l'État et du Conseil Départemental de l'Oise, l'attribution d'une dotation pour la commune de FRESNIERES afin de lui permettre de faire face aux dépenses correspondant à la révision du Plan Local d'Urbanisme,
- 6) **d'inscrire au budget de l'exercice 2021 en section d'investissement** les crédits destinés au financement des dépenses afférentes : **coût total : 23.405€ hors taxe soit 28.086€ T.T.C ;** dépenses d'investissement étalées sur une période de 3 années.

La présente délibération sera transmise à :

- Madame la Préfète de l'Oise (Monsieur le Sous-Préfet de COMPIEGNE) ; Monsieur le Président du Conseil Régional des Hauts-de-France ; Madame la Présidente du Conseil Départemental ; Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise ; Monsieur le Président de la Chambre des Métiers de l'Oise ; Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Oise ; Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Transports collectifs de l'Oise et Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays des Sources (service : SCOT).

Sont consultées à leur demande pour la révision du Plan Local d'Urbanisme :

- 1) Les associations locales d'usagers agréées dans les conditions définies par décret en Conseil d'État ;
- 2) Les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L. 141-1 du Code de l'Environnement ;
- 3) Les communes limitrophes.

Conformément aux dispositions des articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.

*Fait et délibéré en séance ordinaire et à huit clos, les jour, mois et ans susdits,*

*Et ont signé les Membres présents,*

*Pour copie conforme,*

*FRESNIERES, le 29/10/2020*

*Le Maire,*



*Jean-Claude GOUT*

*Publiée le 29/10/2020*

*Transmis au représentant de l'état le 29/10/2020*

*Monsieur le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'AMIENS dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.*